

Pour l'Internationale Communiste - Déclaration du Secrétariat International
de la 4^{me} Internationale sur les déclarations de Togliatti-Thorez (page 4-5)

SOUS PRESSE :

Le rapport Khrouchtchev sur Staline commenté par la 4^e Internationale.

La brochure : 150 francs.

Dans les kiosques, les librairies Rivière, rue Jacob, de l'Unité, bd St-Germain et à la Revue 4^e Internationale, 64, r. de Richelieu, C.C.P. P. Frank 12648-46 Paris.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Pour stopper la Guerre d'Algérie

P. C. F. et P. S. DOIVENT VOTER CONTRE LES IMPOTS DE GUERRE ET ORGANISER LA GREVE GENERALE

René Coty, au nom de la réaction française sonne le tocsin de la « Patrie en danger » ...en Algérie. Pour défendre cette patrie des capitaux de Borgeaud, Blachette et Cie, les citoyens français vont être appelés à verser cent milliards d'impôts supplémentaires. L'ultra-réactionnaire Fédération des Maires d'Algérie vient de donner son opinion sur les nécessités militaires qu'implique la présence française en Algérie : « L'implantation militaire massive de 500.000 hommes au moins (souligné par nous) reste nécessaire ». C'est pourquoi la jeunesse de ce pays continue à être acheminée massivement vers l'Algérie. Et le « socialiste » Naegelen, ancien gouverneur de l'Algérie, « pacificateur » bien connu de Setif en 1945, de demander qu'une action énergique soit entreprise contre tous ceux qui veulent faire barrage à ces exigences du colonialisme français en Algérie.

Les intérêts de ce dernier ont trouvé en Guy Mollet, Max Lejeune et autres Lacoste, une écœurante équipe de couverture de « gauche ». Bien entendu Guy Mollet ne saurait justifier sa politique de guerre-pacification par la nécessité de conserver aux gros colons français leur place exclusive au soleil d'Algérie. Ce qui le préoccupe, lui, c'est la défense « de chaque algérien ». La doctrine marxiste (dont il continue de se réclamer) met en avant la liberté des peuples — et des peuples colonisés en par-

ticulier — à disposer d'eux-mêmes. Guy Mollet, lui, ignore l'existence du peuple algérien. « Nous socialistes, dit-il, ce qui nous intéresse c'est la liberté de chaque individu, l'indépendance de chacun... Si on devait donner l'indépendance à tels ou tels féodaux qui aussitôt mettraient sous leur dépendance l'ensemble des populations nous n'avons pas l'impression que nous aurions œuvré pour l'indépendance ». Quelle infâme hypocrisie ! Sous le couvert de protéger le peuple algérien contre ses féodaux, M. Guy Mollet prétend engager l'ensemble

du peuple travailleur de France dans la lutte pour le maintien des privilèges du grand capital en Algérie. Le peuple algérien qui a été assez mûr pour engager la lutte pour ses libertés le sera aussi pour faire le ménage dans sa propre maison. Pour justifier la guerre contre le peuple vietnamien, de bonnes âmes disaient : « Si la France quitte le Vietnam, les Vietnamiens tomberont sous la domination de

L. PERIER

(Suite en dernière page)

HALTE A LA RÉPRESSION

Cependant que deux algériens viennent d'être guillotins à Alger, le gouvernement intensifie sa répression contre tous les travailleurs hostiles à la guerre d'Algérie. Il y a maintenant des dizaines de militants ouvriers incarcérés pour leur action contre la sale guerre à Fresnes, au fort de Hâ et dans d'autres prisons. Nombre d'entre eux sont des membres du P.C.F.

Ainsi, les premières mesures de répression, accompagnant l'élargissement de la guerre en Algérie qui frappèrent Bourdet, J. Weil et nos camarades P. Frank, S. Minguet, R. Bouvet avaient bien l'objectif sur lequel nous attirions l'attention. Tout en tentant de désorganiser ou d'intimider le secteur de l'opinion le plus permanent opposé à la nouvelle sale guerre, elles avaient surtout pour but de mesurer la force de la « réaction populaire ». Le gouvernement avait besoin de voir dans la pratique jusqu'où il pourrait imposer par la force une guerre qu'il était incapable de faire accepter dans l'enthousiasme.

Malheureusement l'attitude plus qu'indifférente des grandes organisations ouvrières, et plus particulièrement de la C.G.T. et du P.C.F., a empêché que toute l'indignation qui existe dans la classe ouvrière à l'égard de tout ce qui entoure la guerre d'Algérie ne se manifeste. Nous avons dit que si on laissait faire le gouvernement il se retournerait ensuite contre toute la classe ouvrière. C'est ce qui s'est produit. Des participants aux manifestations sont maintenant arrêtés et déferés devant les tribunaux militaires. « L'Humanité » est saisie pour la seconde fois.

La journaliste Claude Gérard est maint nue en prison avec un cynisme révélateur. Il s'agit pour le gouvernement de faire une démonstration, celle qu'il peut faire ce qu'il lui plaît, au moins contre un individu. Par là il informe

(Suite au verso)

Deux algériens viennent d'être guillotins dans une prison d'Alger

Les travailleurs de France et leurs Organisations doivent interdire le retour de tels crimes

SAUVEZ LES CONDAMNÉS A MORT D'ALGÉRIE

LIBÉREZ Claude GÉRARD

Nous publions ci-après le texte de la lettre que nous avons adressée au Président du Comité pour la défense de Claude GERARD.

Cher Camarade,

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) élève la plus vive protestation contre l'arrestation et la détention prolongée de Claude GERARD.

Les camarades suivants de notre Parti, eux-mêmes poursuivis pour notre action contre la guerre d'Algérie: Pierre FRANK, Simonne MINGUET, Raymond BOUVET, en liberté provisoire, et Jacques GRIMBLAT-PRIVAS, vous adressent leur adhésion au Comité pour la Défense de Claude GERARD.

Recevez, cher camarade, nos salutations communistes internationalistes.

Pour le Bureau Politique :
J. PRIVAS

Le numéro de Juin de 4^{ème} INTERNATIONALE est paru

AU SOMMAIRE :

EDITORIAL :

Situation actuelle et perspectives de l'Europe occidentale.

NOTES EDITORIALES :

Le vote du 27 mai en Italie.

Instabilité en Argentine.

La dissolution du Kominform.

M. PABLO

Les apologistes du « cours nouveau » et nous.

H. VALLIN

De Bernstein à Khrouchtchev (Les « voies nouvelles vers le socialisme »).

P. FRANK

Pour un bilan sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme.

Léon TROTSKY

Le « testament de Lénine ».

E. ROMERO

Il y a vingt ans... (La révolution espagnole).

F. MOLL

Le résultat des élections au Parlement autrichien.

E. GERMAIN

Les racines de la pensée dialectique.

J.-P. MARTIN

Parlons de la femme, de la famille, des enfants.

LES LIVRES

Le précédent autrichien, de J. Buttinger.

NOTES DE LECTURE

« La nation socialiste ».

DOCUMENTS

Lettre de la Quatrième Internationale aux travailleurs soviétiques. — Manifeste de la 3^e Conférence latino-américaine. — Lettre au C.C. du P.C. bulgare. — L'Internationale Communiste et les « voies nouvelles » du socialisme.

LE DOSSIER DE LA « DESTALINISATION ».

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE.

Le 17^e Plenum du Comité Exécutif International. — La 3^e Conférence latino-américaine. — Bolivie. — Ceylan. — Etats-Unis. — France. — Italie. — Europe orientale.

Le numéro de 96 pages : 150 francs.

C.C.P. P. Frank, 12648-46 Paris, 64, rue de Richelieu.

Halte à la répression

(Suite de la première page)

l'opinion, ses soutiens comme ses adversaires, qu'il peut mettre en prison quiconque écrira ou dira ce qui lui déplaît. En avançant dans cette voie il confirme et il se confirme à lui-même qu'il n'a pas grand chose à craindre de la part des dirigeants du P.C.F. Non pas que ceux-ci n'ont pas à leur disposition la force de millions et de dizaine de millions de travailleurs et de petites gens qui ne demandent qu'à entreprendre des actions de grande envergure capables de paralyser tout l'appareil de répression — mais parce qu'ils ne veulent pas la mobiliser.

Le gouvernement sait bien qu'il ne fera pas disparaître l'opposition à sa guerre, qu'il ne la brisera pas, qu'il n'effrayera même pas l'immense masse qui s'y oppose. Mais en portant impunément des coups au hasard contre des opposants il spéculé sur la passivité des chefs « staliniens » pour introduire le découragement, le « à quoi bon » dans les rangs ouvriers.

Par cette répression sans grande réplique, Guy Mollet espère faire naître une certaine passivité à l'égard de sa guerre, de la continuation des rappels et du maintien des soldats. Il ne peut espérer plus qu'une certaine passivité mais elle lui est indispensable s'il ne veut pas avoir à faire la guerre contre les travailleurs français pour pouvoir continuer la guerre

contre les algériens. Les arrestations, les inculpations ont ce but psychologique, politique. Ce n'est pas que l'envie manque dans certains milieux d'imposer la sale guerre par la terreur contre le prolétariat français, mais ni le gouvernement, ni l'Etat-Major n'ont la force de l'exercer. Ils doivent se « contenter » de ce jeu habile qui spéculé sur l'orientation des dirigeants du P.C.F. de ne pas aller loin dans l'opposition au gouvernement de la bourgeoisie française.

Mais il est clair du même coup que toute action pour la cessation des poursuites, pour la libération des emprisonnés, journalistes, manifestants, militants, soldats, tout succès dans ce domaine est un succès dans l'action contre la guerre. Faire reculer le gouvernement, obtenir une libération c'est redonner confiance et combativité à des milliers de travailleurs pour s'engager dans l'action contre le départ des troupes pour leur retour en France.

Dans les entreprises, dans les syndicats, dans les partis chaque travailleur, chaque militant doit exiger et organiser des actions contre la répression. Chaque grève, chaque manifestation doit exiger la cessation des poursuites, la libération des emprisonnés. Partout doit s'organiser la solidarité pour les soldats frappés pour leur opposition à la guerre!

Echos de la préparation du 14^{ème} CONGRÈS du P. C. F.

André Marty était pour la reconstitution des Jeunesse Communistes. Il a dénoncé vigoureusement la formulation « Le Parti de Maurice Thorez » et le culte de la personnalité néfaste au mouvement ouvrier. Il était méfiant envers les services de sécurité de Béria et de Staline. Pendant qu'Etienne Fajon écrivait dans L'HUMANITE que les V2 étaient entreposés à Nice pour être ensuite acheminés sur la Yougoslavie à des fins antisoviétiques, courageusement André Marty, quelques jours après exhalait les manifestations des niçois contre la guerre mais ajoutait que les V2 étaient destinés à des bases situées en Tunisie. André Marty avait refusé de calomnier la Yougoslavie socialiste.

André Marty a été exclu, traité de policier comme les bolcheviks de la première heure dont certains sont maintenant réhabilités en U.R.S.S. La première raison de son exclusion était un désaccord politique. Le nombre des militants qui, dans le P.C.F., se placent sur des positions rappelant (sans qu'ils le sachent) celles d'André Marty, grandit.

Lui qui, dans l'ensemble a vu plus clair qu'aucun autre dans ce parti, QU'ATTEND-ON POUR LE REHABILITER, POUR LE REINTEGRER AVEC LE DROIT DE S'EXPRIMER ?

Le 14^e Congrès se prépare. Tous les jours L'HUMANITE publie des résolutions de Conférences Fédérales qui entérinent la politique de l'organisation depuis le 13^e Congrès. Ces résolutions ne donnent absolument pas une idée exacte de ce qui se passe dans le P.C.F.. En premier lieu, elles émanent de Fédérations de départements peu industriels dans l'ensemble. Ensuite, elles ne reflètent pas les discussions qui en ont précédé l'adoption. Le nombre des militants adoptant une attitude critique envers leurs dirigeants et leur politique augmente toujours surtout dans les grandes villes, à Paris tout particulièrement. La tribune de discussion en est elle-même un témoignage : lettres condamnant les nouvelles voies du socialisme, la formulation de l'Union Française, lettres réclamant une politique plus juste de front unique, lettres demandant des explications sur l'activité du Bureau d'Information et l'affaire yougoslave, etc., etc.

La direction veut parer au plus pressé : empêcher que ne s'expriment au Con-

grès du Havre les multiples oppositions qui se manifestent dans les conférences de Section et les conférences fédérales. Elle craint la conséquence des « révélations » du XX^e Congrès dans l'esprit des militants : la disparition du monolithisme. C'est pourquoi les dirigeants se livrent à l'heure actuelle à de véritables plaidoyers pour défendre leur politique et se maintenir, pour mettre en garde contre le régime des tendances. Le XIV^e Congrès pourrait bien être le dernier des Congrès-meetings !

Vingt-cinq membres du Comité Central et parlementaires se sont prononcés contre la deuxième investiture du Gouvernement Guy Mollet par leur parti, cependant que 26 se déclaraient partisans de l'abstention. C'est Thorez qui rallia les opposants au point de vue du Bureau Politique. Cependant un membre du Comité Central ou du groupe parlementaire persista dans sa position. C'est un événement d'une grande importance. La volonté des travailleurs communistes a eu des échos jusqu'à la direction (la base était pour le vote contre) : les militants seront encouragés dans leur opposition.

Les militants du P.C.F. perçoivent que leur Parti n'a pas la même attitude devant la déstalinisation que les autres partis frères. Ils réclament que l'on porte à leur connaissance l'opinion des dirigeants des partis ouvriers des démocraties populaires et des grands partis des pays capitalistes. NE SE PRONONCEZ QU'EN CONNAISSANCE DE CAUSE, TELLE EST L'EXIGENCE DES MEILLEURS MILITANTS DU P. C. F.

SOUSCRIVEZ

pour

« La Vérité des Travailleurs »

Première liste

Doret	5.000
Hébert	1.000
Val	5.000
R.B.	1.000
Un sympathisant	600
Un groupe d'amis de province	10.000

Total 22.600

SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

Le Conseil d'administration de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Étudiants de France) a pris à une faible majorité une décision très grave et réactionnaire, celle de rompre avec l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.).

C'est à la suite de l'ordre de grève illimité (cours et examens) lancé par l'U.G.E.M.A. le 25 mai dernier que la majorité de l'U.N.E.F. a pris cette décision.

Le communiqué de l'U.G.E.M.A. déclarait qu'il devient impossible de se préoccuper encore d'examens à réussir ou de titres à acquérir alors que chaque jour apporte aux étudiants algériens « son lot de nouvelles alarmantes et tragiques ». Il ajoutait que « cette grève ne saurait en aucun cas être interprétée comme une marque d'hostilité envers l'université française ».

Néanmoins, l'U.N.E.F. a cru bon, sous couvert

d'apolitisme, de rompre avec l'U.G.E.M.A. et ainsi avec tous les étudiants d'outre-mer qui se solidarisent avec elle.

Ces gens n'en cautionnent pas moins la grève que les étudiants européens d'Alger avaient déclenchée contre la promotion d'Algériens à la fonction publique ou les agissements du fasciste Mousseron, interdisant à Montpellier l'entrée du restaurant universitaire aux étudiants nord-africains. On veut aussi retirer les bourses et autres avantages universitaires aux étudiants en grève. Il faut réagir violemment contre cela.

L'opposition d'une grande partie des étudiants français est déjà très vive. L.U.G.E. (Union des Grandes Ecoles) a fait savoir qu'elle maintenait le contact avec l'U.G.E.M.A. « seul organisme véritablement représentatif des étudiants musulmans algériens » qu'elle était « prête à soutenir les étudiants musulmans algériens si leur qualité d'étudiants leur

était contestée et si leurs avantages universitaires étaient menacés » et « assurerait la défense des intérêts universitaires et syndicaux de tous les étudiants, en particulier des étudiants d'outre-mer quelle que soit leur origine ».

D'autre part, cinq membres de la minorité, opposée à la décision de l'U.N.E.F., se sont retirés du bureau de celle-ci en signe de protestation.

Autre conséquence, les principales organisations d'étudiants d'outre-mer ont décidé d'affirmer publiquement leur solidarité avec les étudiants algériens.

Le Conseil d'administration de l'U.N.E.F. a adopté sa décision sous couvert « d'apolitisme ». Ce mot couvre toujours les manœuvres les plus réactionnaires. C'est encore une leçon pour les étudiants français qui déjoueront ces manœuvres et imposeront un changement d'orientation de leur organisation pour renforcer leurs liens de solidarité active avec les étudiants algériens.

Appel du comité antifasciste de Montpellier

Le Comité antifasciste de Montpellier, constitué par plus de trente organisations, sous la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme, lance au public et aux démocrates français un appel en faveur des étudiants algériens de cette ville qui se trouvent dans une situation matérielle tragique, situation qui ne peut qu'empirer avec le temps.

En lançant cet appel, le Comité se doit de signaler les circonstances dans lesquelles il a été conduit à les rédiger. Il y a quelques jours, les étudiants fascistes ou réactionnaires de Montpellier décidaient d'interdire l'accès des restaurants universitaires et de la Cité universitaire aux étudiants algériens. Cette brimade, venant après bien d'autres et une suite continue de menaces, était soi-disant une réponse à la décision de grève prise par l'U.G.E.M.A. en signe de solidarité avec leurs camarades de la Faculté d'Alger. Cette menace fasciste aurait pu ne pas avoir de conséquences sérieuses, la vigilance des étudiants algériens et du Comité antifasciste aurait pu la mettre en échec. Mais, à la stupéfaction de tous, elle allait recevoir le renfort imprévu du Conseil de l'Université de Montpellier.

Ce dernier, dans une réunion spéciale, prenait les décisions suivantes : « Considérant que les étudiants musulmans algériens affirment leur décision de recourir aux armes pour réaliser le rétablissement de la souveraineté du peuple algérien, qu'ils affirment leur solidarité avec les combattants algériens et qu'en conséquence ils décrètent une grève politique, le Conseil de l'Université décide :

— Que les demandes de bourses présentées par les étudiants qui n'auraient pas accompli régulièrement les obligations de leur scolarité seraient rejetées ;

— Que l'accès aux restaurants gérés ou agréés par l'Université sera réservé aux usagers qui signeront une déclaration attestant qu'ils accomplissent les obligations de leur scolarité normale et qu'ils ont la volonté de se présenter aux examens de la prochaine session ;

— Qu'il en sera de même pour les étudiants logés à la Cité Universitaire qui devront signer une déclaration identique. »

Ainsi le Conseil de l'Université n'hésitait pas à céder au chantage de la pire réaction fasciste et à légaliser ses entreprises.

Car il faut souligner la profonde injustice et l'illégalité des décisions du Conseil de l'Université. Il est impensable que pour punir une prétendue faute, l'Université s'arroge le droit d'interdire à ses étudiants de manger et de se loger. Dans les conditions actuelles, c'est condamner des hommes à mourir de faim et à coucher dans la rue. D'ailleurs une sanction s'exerçant aux dépens des besoins physiques

élémentaires de l'individu nous paraît une régression morale sans commune mesure avec une faute d'ordre scolaire.

Au surplus, la décision universitaire est contestable à plus d'un titre. Nous soulignons en particulier :

1. — que l'U.G.E.M.A. est un syndicat régulièrement constitué ; que la Constitution reconnaît explicitement aux syndicats le droit de grève, sans exclure la grève politique et que, par sa décision, le Conseil s'arroge le droit de supprimer un droit constitutionnel.

2. — d'autre part, il est évident que le Conseil a interprété à contre sens l'appel des étudiants algériens. Ceux-ci ont affirmé que le peuple algérien avait été contraint de recourir aux armes devant les méthodes colonialistes. Le Conseil affirme que ce sont les étudiants qui sont décidés à recourir aux armes. L'erreur est-elle involontaire ?

De plus, le Conseil de l'Université se garde de rappeler la totalité des motifs invoqués par l'appel de l'U.G.E.M.A. Le Conseil semble ignorer la situation intenable des étudiants d'Alger (300 musulmans vis-à-vis 4.700 européens) et en grande partie des étudiants algériens de Montpellier, l'ostracisme dont ils sont frappés, les menaces physiques et le mépris raciste qui les blesse au plus profond de leur dignité.

Comment aussi ne pas souligner que cette mesure frappe des boursiers, donc par définition des étudiants sans ressources, alors qu'elle serait sans effet sur des étudiants pourvus de moyens d'existence personnels.

Enfin, il semble que les sanctions prises à l'égard des étudiants musulmans algériens créent un précédent dangereux qui pourrait à l'avenir interdire toute autre action revendicative — à moins que l'on ne reconnaisse que la décision du Conseil recouvre des mobiles politiques inavouables.

Tels sont les faits. Mais les conséquences en sont graves. Dans peu de temps, ces étudiants dont certains sont chargés de famille, seront réduits à la misère.

Le Comité lance un appel au secours à tous les démocrates. Il faut aider les étudiants algériens sur le plan matériel. Il ne faut pas qu'à la honte de la guerre s'ajoute la honte de la répression en France. Il faut que ces jeunes gens vivent.

Le Comité antifasciste lance une grande souscription nationale pour venir en aide aux étudiants algériens. Tout don, si minime soit-il, sera le bienvenu. Souscrivez ! Envoyez les fonds à :

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

10, rue Chaptal, Montpellier

C. C. P. 831-83 Montpellier

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Nous reproduisons ci-après le récit de la mort de l'aspirant Maillot tel qu'il a été publié dans la presse :

Maillot n'a pas été tué en combat, comme on l'a dit. Il a été pris vivant (et absolument indemne) avec deux musulmans des Beni-Rached et l'instituteur Laban. Tous les détails qui ont été donnés par la presse sur la première phase de l'opération sont vrais (arrestation d'un ravitailleur avec sa mule volée au douar des Beni-Rached ; action du caïd des Beni-Boudouane ; participation de nombreux musulmans aux opérations).

Au moment de la capture, on ignorait de qui il s'agissait, et on a continué à l'ignorer jusqu'après le massacre ; bien mieux : on n'était pas sûr qu'il s'agissait d'un Européen, car la couleur rousse de ses cheveux et de ses sourcils (décolorés) prêtait à confusion.

Il a été arrêté par les soldats du 504 B.T., mais les gendarmes mobiles d'Orléansville l'ont vite « pris en main ». Coups de pieds dans les côtes, coups de poings dans la figure, etc... La séance a duré une demi heure selon les uns, presque deux heures selon les autres.

Il était torse nu, un genou en terre, les mâchoires serrées, et il refusait de parler. Au bout d'un certain temps, un adjudant ou un lieutenant de gendarmerie lui a dit : « Lève-toi, tu peux filer. » Il s'est relevé lentement, en sachant ce qui l'attendait, et s'est mis à s'en aller à reculons, suivis à quelques pas par deux hommes armés de mitraillettes. Il a fait une dizaine de mètres et a crié d'une voix forte : « Vive le Parti communiste algérien ». Une rafale lui a scié les jambes ; il s'est écroulé en criant.

Les trois autres, Laban en particulier, ont été exécutés de la même façon.

On a réuni ensuite gendarmes et soldats pour leur dire de se taire : « Oubliez ce que vous avez vu. Ces hommes ont été tués au combat ». Ce qui est important, c'est que l'on ait ignoré l'identité de Maillot au moment où on le frappait et où on l'a tué.

LE PROCHAIN NUMERO DE « LA VERITE DES TRAVAILLEURS » PARAITRA
LE MARDI 10 JUILLET

POUR UN VERITABLE RETOUR A LENINE

La brochure contenant la lettre de la IV^e Internationale aux militants des Partis Communistes et le Testament de Lénine est parue.

Dans les kiosques et les gares : 50 francs.

Diffusez-la auprès des membres
du Parti Communiste Français.

Les 10 : 400 francs.

POUR UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Les travailleurs de France suivront avec attention les débats du XIV^e Congrès du P.C.F. L'ennemi de classe supputera, lui aussi, les conséquences des décisions adoptées par cette assemblée. Dans les mois à venir, l'intervention du P.C.F. peut, en effet, influencer de façon décisive sur l'évolution de la situation française.

Les militants communistes ont conscience de l'importance des tâches qui leur incombent. L'ampleur des discussions dans les organismes de base du parti le montrent suffisamment. Dans la « Tribune de Discussion » ont paru plusieurs lettres qui, en critiquant la politique yougoslave de la direction, sa revendication d'une Union Française ou ses conceptions du passage au socialisme, remettaient en fait en question la ligne tout entière du P.C.F. Mais, malgré le divorce sans cesse accru entre l'opinion d'une grande partie de la base et celle des dirigeants, aucun texte n'a été publié qui oppose à l'orientation officielle une autre orientation.

A cela rien d'étonnant, si l'on considère que tous les efforts de l'équipe dirigeante du P.C. ont tendu à éviter l'expression d'une opposition aussi nette.

Le but de cet article est d'exposer à toute l'avant-garde communiste la ligne politique du trotskysme. Confirmée par les événements, et aussi par les pitoyables retournements des dirigeants soviétiques, la politique trotskyste se réclame de l'application des principes révolutionnaires marxistes. En tant que telle, elle doit être discutée et non repoussée par l'injure et la diffamation. En tant que telle, elle peut contribuer à l'orientation des nombreux militants qui cherchent à rétablir, malgré et contre leur direction, les notions fondamentales du léninisme. Et, en définitive, l'exposé de ses aspects essentiels pourrait être le fait d'un délégué au XIV^e Congrès, si le respect des traditions de démocratie communiste permettait, au sein du P.C.F., l'opposition d'une ligne de base à la pratique opportuniste du Bureau politique de Maurice Thorez.

CRISE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE.

Aucune politique de classe ne peut être élaborée sans analyse de la situation française, c'est-à-dire des rapports entre les classes. Les thèses pour le XIV^e Congrès ne contiennent rien de semblable : à côté de quelques pénibles dissertations sur le malthusianisme, des analyses sans profondeur de la condition ouvrière ; mais rien sur la dynamique des luttes de classes.

Les divisions profondes de la bourgeoisie française ont constitué un des faits marquants des deux dernières années. De ces divisions, on connaît, avec les batailles autour de la C.E.D., les luttes d'influence pour le règlement des affaires coloniales, l'expression politique. Leurs causes profondes sont rarement mises à jour ; les thèses observent avec soin la consigne de silence généralement respectée. Pour elles, la politique du grand capital est malthusienne, c'est-à-dire qu'elle vise à limiter la production. Cette savante analyse résisterait à toute critique si certains secteurs de l'industrie française ne connaissaient un niveau de développement technique notable. L'intérêt des patrons de ces secteurs n'est pas de limiter à tout prix la production, mais, au contraire, d'assurer une progression pareille à la leur des branches retardées. Cela suppose une certaine « modernisation » de l'appareil productif, des « reconversions », un « colonialisme intelligent », diverses opérations dont on trouve l'exposé chez Mendès-France, sous l'enveloppe publicitaire de « l'amélioration de la productivité ».

En ignorant cet aspect si considérable de l'intervention des trusts, les thèses laissent dans l'ombre la nature de classe de la politique mendessiste. En prônant le développement de la production en général, sans ouvrir aucune perspective socialiste, elles désarment par avance toute intervention de la classe ouvrière dans la crise de la bourgeoisie. Car, et c'est là l'important, des plans de grand capital et de l'opposition qu'ils font naître parmi certaines couches bourgeoises, naissent une division permanente de la classe dominante qui l'affaiblit dans ses réactions face au prolétariat métropolitain et aux peuples colonisés.

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION ALGERIENNE.

Si les divisions de la bourgeoisie cèdent la place à une très temporaire union sacrée pour la répression en Algérie, les causes profondes de la crise trouvent dans le développement de la révolution algérienne une actualisation et une amplification

sans précédent. Encore un fait ignoré par les thèses ! La guerre d'Algérie n'y est envisagée que sous l'angle de la défense de la paix et de l'intérêt national. Oui, la guerre d'Algérie est une guerre, mais une guerre de libération nationale contre l'impérialisme, donc une guerre juste. Le problème n'est pas de rechercher sa fin « à tout prix », mais d'en amener la cessation, par le triomphe des justes revendications algériennes. De jeunes soldats tombent journellement en Algérie ; ce n'est pas à la « nation » que leur mort est un deuil, mais à tous les travailleurs, et cela à cause de l'ignominie de la cause pour laquelle ils sont sacrifiés. La guerre d'Algérie est nuisible au peuple de France parce qu'elle est une opération de défense des intérêts colonialistes de la bourgeoisie française. Celle-ci sait parfaitement que sa tutelle économique sur l'Afrique du Nord serait remise en question par la perte de l'Algérie ; la lutte de l'Afrique Noire entrerait dans une nouvelle étape ; le colonialisme français et, avec lui, la stabilité de la bourgeoisie, seraient frappés à mort.

Il faut donc reprendre, sans les limitations et les conditions qui, dans les thèses, en réduisent la portée, l'affirmation : « La guerre d'Algérie est déterminante pour l'ensemble de la situation française ». Face au regroupement des fascistes, face aux tentatives d'instaurer un état fort, les travailleurs doivent répondre par une offensive qui, en aidant à la victoire du peuple algérien, désarmerait les capitalistes français, ennemis communs des travailleurs des deux pays. Aux communistes il appartient d'impulser cette offensive, par des mots d'ordre clairs :

A BAS LA GUERRE D'ALGERIE ! RETOUR IMMEDIAT DU CONTINGENT ET DES DISPONIBLES ! NEGOCIATIONS IMMEDIATES AVEC L'ARMEE DE LIBERATION !

Il faut, pour les réaliser, développer les luttes entreprises dans le pays :

MULTIPLICATION, DANS LES ENTREPRISES, LES LOCALITES, DE COMITES CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE. CONVOCATION D'UN CONGRES NATIONAL DES COMITES.

Cela exclut naturellement le mot d'ordre hypocrite d'Union Française, auquel s'attachent seuls les partisans d'un colonialisme masqué et les petits bourgeois rêveurs.

POUR LA GENERALISATION DES LUTTES OUVRIERES

Ce programme est un programme de classe. Le prolétariat français est-il à même de le réaliser ? Indirectement dans les thèses, ouvertement dans certaines discussions au sein de leur parti, les dirigeants du P.C.F. tendent à répondre par la négative. Le niveau exceptionnel atteint, dans toute la France, par la lutte des ouvriers et des soldats contre l'intervention en Algérie inflige un démenti cinglant à ces prophètes de la myopie. Bien plus, les grèves de l'été dernier, dont les thèses ignorent jusqu'à l'existence, montrent les ressources combatives des travailleurs. Le combat héroïque de Nantes a montré que, partant de leurs revendications immédiates, les ouvriers adoptaient des méthodes de lutte qui portaient en germe la possibilité de luttes plus amples. De plus, l'éclatement simultané des grèves en diverses régions posait le problème d'une action d'ensemble, coordonnée à l'échelle nationale.

A l'heure actuelle, des manifestations se déroulent dans les villes mêmes qui étaient en août-septembre 1955, à la pointe du combat. La conclusion qu'on peut tirer est qu'il faut que les communistes, dans les syndicats, et en tant que Parti, proposent aux autres organisations ouvrières l'unité en vue d'organiser la grève générale.

Les revendications mises en avant seraient celles qu'impose la situation elle-même : augmentation générale des salaires pour pallier les effets de la hausse des prix, semaine de 40 heures payées 48, suppression totale des zones de salaire, et enfin, cessation immédiate de la guerre d'Algérie.

L'obtention de telles revendications ne peut aller sans lutte d'ensemble contre la bourgeoisie. C'est cela qui justifie l'emploi de la grève générale. Les travailleurs ont fait, avec les grèves d'août 1953, l'expérience d'une lutte menée sans mot d'ordre précis. Ils ne reprendront le combat que si leur est offerte une perspective claire.

J. ROBLIN

(Suite page 6)

La diffusion publique du rapport final de Khrouchtchev sur Staline a porté la crise interne du stalinisme international à son paroxysme. Devant la pression montante de l'opinion prolétarienne mondiale horrifiée par les révélations tardives de la longue série de falsifications et des crimes de Staline, les principaux dirigeants des Partis Communistes s'efforcent actuellement de dégager leurs propres responsabilités écrasantes en incriminant principalement les actuels dirigeants soviétiques, en demandant de ceux-ci une explication « marxiste » du règne de Staline, en prétextant leur propre ignorance de ces crimes, et en faisant semblant de vouloir agir désormais d'une manière plus indépendante que dans le passé par rapport au Kremlin.

C'est le sens des déclarations « sensationnelles » de Togliatti, reprises par les Thorez et autres dirigeants des Partis communistes.

La IV^e Internationale, organisation fondée par Léon Trotsky en 1938, héritière de l'Opposition de gauche du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale rappelle qu'aucune des « révélations » que Khrouchtchev et les autres dirigeants soviétiques sont obligés de faire actuellement n'était en réalité inconnue de ces dirigeants. La vérité sur Staline et le stalinisme a été dite à temps par ceux qui, dans le P.C. de l'U.R.S.S. et les autres partis de la III^e Internationale avaient, dès la mort de Lénine, combattu la vague de bureaucratisme qui s'emparait de l'appareil de l'Etat soviétique, du P.C. de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale. Dans leur lutte pour enrayer cette bureaucratisme et faire revivre la démocratie prolétarienne en U.R.S.S. et dans les P.C., ils ont eu à affronter les Togliatti, les Thorez, les Codovila, etc., devenus de bonne heure les instruments d'exécution serviles des ordres de la bureaucratie soviétique. Tous ont gagné leur galon dans la hiérarchie stalinienne, grâce à la chasse impitoyable qu'ils ont livrée aux « trotskystes ».

Les œuvres de L. Trotsky et la littérature de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale, sont remplies de la dénon-

Disons d'abord quelques mots des conditions dans lesquelles le discours de Khrouchtchev a été prononcé. Après l'intervention de Mikoyan et d'autres, le Congrès commença à s'inquiéter ; une session du C.C. décida alors que Khrouchtchev ferait un rapport sur Staline. La session à huis clos du Congrès se tint sous la présidence de Mikoyan.

Ce qui s'est passé au cours du Congrès transparaît d'un examen comparé des deux rapports de Khrouchtchev, celui prononcé le 14 février à l'ouverture et celui prononcé le 25 à huis clos. Dans le premier, il dit entre autre :

« Les trotskystes, les boukhariniens, les nationalistes bourgeois et autres ennemis jurés du peuple, les champions de la restauration du capitalisme ont fait des efforts désespérés pour... »

Onze jours plus tard, le même Khrouchtchev dit des « ennemis du peuple » :

« Staline fut à l'origine de la conception de « l'ennemi du peuple ». Ce terme rendit automatiquement inutile d'établir la preuve des erreurs idéologiques de l'homme ou des hommes engagés dans une controverse ; ce terme rendit possible l'utilisation de la répression la plus cruelle, violant toutes les normes de la légalité révolutionnaire contre laquelle, de quelque manière que ce soit, n'était pas d'accord avec lui... Il faut bien dire qu'en ce qui concerne les personnes qui, de leur temps, s'étaient opposées à la ligne du parti, il n'y avait souvent pas suffisamment de raisons sérieuses pour leur

ciation précise des falsifications et des crimes du règne de Staline actuellement « révélés », en même temps que de leur explication marxiste. Il s'agissait non d'actes arbitraires d'un individu perdu par l'orgueil, la présomption, etc., mais de la politique d'une couche sociale spécifique, créée en Union soviétique, qui a usurpé le pouvoir politique aux ouvriers : de la bureaucratie soviétique dont Staline fut le chef bonapartiste.

Quand Togliatti cherche maintenant hypocritement les racines sociales de la monstrueuse déformation de pouvoir politique en U.R.S.S. sous Staline et affirme que « toute une partie de la population soviétique », y compris les dirigeants soviétiques actuels, avait soutenu Staline, il devrait préciser qu'il s'agissait effectivement de la bureaucratie soviétique et de ses dirigeants politiques.

Les Togliatti, les Thorez, les Politt, les Codovila, les Prestes, etc., avaient accepté en pleine connaissance de cause de jouer le rôle que leur avait assigné la direction politique de cette bureaucratie : mettre le mouvement ouvrier de leurs pays respectifs au service des intérêts de la politique étrangère de la bureaucratie soviétique. Inconditionnellement, sans le moindre esprit critique, ils ont effectué tous les tournants et ont assumé toutes les besognes demandés par le Kremlin.

C'était là le prix du maintien de leurs propres positions bureaucratiques au sein des organisations qu'ils dirigeaient d'une manière non moins bureaucratique que le P.C. de l'U.R.S.S.

Les dirigeants soviétiques actuels s'efforcent d'excuser en partie leur rôle d'acolytes intimes de Staline, en prétextant la peur de l'extermination physique suspendue quotidiennement sur leur tête. Ils étaient, disent-ils, les prisonniers de la police de Staline.

Les Togliatti, les Thorez, les Foster, les Prestes, etc., n'ont même pas cette excuse. Ils étaient les dirigeants d'organisations de masse, hors du pouvoir direct du Guépéou. S'ils ont entériné aveuglément la politique de Staline, calomnié et exclu tout opposant, applaudi aux exécutions et aux purges en U.R.S.S. et dans les « Démocraties populai-

res » ce n'était pas certes par ignorance mais par peur de perdre leur position bureaucratique privilégiée au sein de leurs organisations. Ils ont attendu que la nouvelle direction soviétique entreprenne d'elle-même, pour ses propres raisons de survie politique, la « destalinisation » pour élever, dans l'embarras, la gêne, à leur tour la voix et pour « critiquer » Staline.

Quant à croire que, déçus dans leur confiance « naïve » envers leurs maîtres du Kremlin, ils agiront désormais de manière critique et indépendante par rapport au Kremlin, une telle supposition ne mérite aucun crédit.

Car que font-ils sinon continuer comme auparavant quand ils entérinent sans discussion et décision préalable de leurs organisations démocratiquement consultées, le révisionnisme droitier des actuels dirigeants soviétiques sur des questions aussi importantes que les « voies nouvelles du socialisme », la « coexistence pacifique », et « la guerre désormais évitable » ? Quand ils évitent de mettre au centre d'une discussion approfondie, avec l'extrême sérieux qui lui est dû, étant donné son importance capitale, la « destalinisation », c'est-à-dire le phénomène de la déformation bureaucratique monstrueuse qui a caractérisé l'évolution du premier Etat ouvrier et des Partis communistes dans les trente dernières années ? Quand ils ne s'arrêtent que forcés, du bout des lèvres, sur les « révélations » de Khrouchtchev livrées au grand public, non pas par eux-mêmes qui en connaissaient déjà l'existence, mais par les journaux bourgeois et les services du Département d'Etat américain cherchant évidemment à les utiliser pour combattre le communisme, en le confondant bien entendu avec le stalinisme ? Quand ils maintiennent le même régime bureaucratique au sein de leurs organisations, qui leur a permis de jouer un rôle de pantins de Staline et du Kremlin ?

Non, les Togliatti, Thorez, Politt, Foster, autres, n'ont pas d'excuses. Ils furent complices conscients du régime bureaucratique et policier de Staline, de ses trahisons innombrables du mouvement ouvrier international !

Ils ont trempé jusqu'à la tête dans les

falsifications, les crimes et les trahisons de cette ère. Tous doivent des comptes à la classe ouvrière ; ils doivent disparaître à jamais de la scène politique prolétarienne.

La IV^e Internationale appelle les ouvriers communistes à ne leur accorder aucune confiance.

La IV^e Internationale considère que le sort des Partis communistes qui, des années durant, furent dirigés par des épigones servilement inféodés à Staline et au Kremlin, est exclusivement aux mains de leurs membres, de leur base ouvrière. A eux de se ressaisir, de retrouver leur esprit critique, de restaurer la vraie démocratie prolétarienne du temps de Lénine et de Trotsky, de rétablir l'éligibilité réelle à tous les échelons, d'examiner tout le passé à l'aide d'une véritable discussion démocratique éclairée par les textes et les documents des tendances qui, dans le P.C. de l'U.R.S.S. et la III^e Internationale, avaient combattu Staline et le stalinisme, ceux des trotskystes en tout premier lieu.

Les Togliatti, les Thorez, les Fosters, les Codovila, les Prestes, acculés au mur par les événements, se livrent à des manœuvres désespérées pour survivre politiquement et sauver in extremis leur régime bureaucratique forgé dans les crimes de Staline.

Aux membres des Partis communistes de montrer que le « retour à Lénine » n'est pas la « tragédie » reprise en farce.

L'avenir de leurs organisations dépend de leurs réactions actuelles !

Pour la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S., Etat ouvrier, contre l'impérialisme et la réaction, non au Kremlin, non à la direction politique de la bureaucratie !

Pour l'indépendance critique des Partis communistes par rapport au Kremlin et à la direction de tout Etat Ouvrier.

Pour un véritable régime démocratique du Parti Révolutionnaire, incompatible avec le « monolithisme » bureaucratique, les nominations d'en haut — pour le retour aux tendances idéologiques et à leur représentation proportionnelle à tous les échelons, à l'éligibilité à tous les postes !

Pour l'Internationale Communiste !

Le 20 juin 1956.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

LE DISCOURS DE KHROUCHTCHEV SUR STALINE

annihilation physique. La formule « ennemi du peuple » avait été créée précisément dans le but d'anéantir physiquement ces individus. »

Le rapport de Khrouchtchev passe rapidement sur les « mérites » de Staline, en disant avec quelque peu d'ironie, que « sur les mérites, suffisamment de livres, d'opuscules et d'études ont été écrits durant sa vie ». On en a vraiment beaucoup publié, et au cours de son discours, Khrouchtchev explique aussi comment cela fut fabriqué :

« (Staline) prit soin de faire ressortir que dans certains passages du livre des éloges qui lui étaient prodigués n'étaient pas, à son avis, suffisants... »

« Il est possible d'indiquer plusieurs transformations de ce genre à sa propre louange écrites de la main de Staline dans le projet de texte de ce livre. C'est d'une manière particulièrement généreuse qu'il se couvrait lui-même de louanges relatives à son génie militaire, à son art de la stratégie. »

Dans son ensemble, le rapport est le plus accablant des réquisitoires contre Staline d'abord. On y trouve beaucoup de choses connues, dites depuis fort longtemps, qui confirment notamment tout ce qui avait été publié par Trotsky et l'Opposition de gauche. Le « testament de Lénine », la lettre de rupture de relations de Lénine avec Staline, les procès et les aveux fabriqués, les légendes historiques,

etc., etc. Sur aucun point, on ne trouve dans le rapport de Khrouchtchev un démenti ou une opposition aux faits rapportés par Trotsky. Au contraire, il y a une corroboration éclatante pour tous ceux qui ont lu les œuvres de Trotsky.

Khrouchtchev présente Staline comme un être absolument inhumain, un criminel comme l'histoire en a rarement vu, une des figures les plus sinistres qu'on puisse imaginer, un véritable monstre.

Khrouchtchev prend comme point de départ le « testament de Lénine » dans lequel sont énoncées quelques-unes des caractéristiques essentielles de Staline, sa déloyauté, son abus de pouvoir, sa grossièreté, etc. Mais il se garde bien de dire ce qu'il est advenu de ceux qui, dans les 30 dernières années, ont voulu faire connaître en U.R.S.S. ce document. D'autre part, alors que Lénine commençait par des considérations sur les conditions sociales dans lesquelles vivait le parti bolchevik qui contenaient des germes de scission, Khrouchtchev détache le « culte de la personnalité » de la situation en U.R.S.S., des rapports sociaux. Tout est ramené aux traits de Staline. Celui-ci avait inventé « les ennemis du peuple », dans le discours de Khrouchtchev et est présenté comme l'ennemi du peuple et du parti. Il n'y a aucune explication marxiste des conditions sociales qui ont permis à la personnalité de Staline

de marquer une période aussi longue.

On pourrait aisément rétorquer à Khrouchtchev la phrase suivante prononcée par Mikoyan dans son intervention au 20^e Congrès :

« Des historiens expliquent certains événements... de la guerre civile... non par l'opposition des forces de classe à cette époque, mais par l'activité trahissante d'hommes qui dirigeaient alors le Parti... »

Que Khrouchtchev explique donc ce qui s'est passé dans les 30 dernières années par l'opposition de forces sociales et non par les caractéristiques d'un homme. Mais Khrouchtchev, pas plus que Mikoyan, ne peut dire la vérité sur les conditions qui ont assuré l'ascension au pouvoir de Staline, alors que, selon ses propres termes :

« Je ne pêcherai probablement contre la vérité quand je dirai que 99 % des personnes présentes avaient très peu entendu parler de Staline et savaient peu de choses de lui avant l'année 1924 alors que Lénine était connu de tous : tout le parti, toute la nation, des enfants jusqu'aux vieillards à barbe blanche, tout le monde le connaissait. »

Khrouchtchev ne peut expliquer comment a été créée la légende de Staline. Il ne peut le faire, car ce fut une nécessité de la bureaucratie montante, car aujourd'hui il est le principal porte-parole politique de cette couche sociale qui, ayant exproprié politiquement les travailleurs, dirige l'Union sovi-

Pierre FRANK

(Suite en dernière page)

POUR UNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

(Suite de la page 4)

A SITUATION NOUVELLE, POLITIQUE NOUVELLE.

Ce qui ressort d'une revue, même rapide de la situation française, c'est en effet, que les rapports entre les classes sont parvenus à un état de tension telle que la nécessité d'un changement apparaît à toutes les couches de la population. La bourgeoisie l'envisage sous l'angle de la répression anti-ouvrière, du renforcement de l'Etat, avec l'aide, si nécessité l'impose, des troupes poujadistes. Les classes moyennes le réclament sans lui donner un contenu précis. Le prolétariat le recherche pratiquement dans la lutte. La situation française répond, autant que faire se peut, au schéma de Lénine; la classe dirigeante ne peut plus gouverner comme avant; les classes exploitées ne veulent plus être gouvernées comme avant; une solution nouvelle doit être trouvée; elle ne sera progressive que s'il s'agit d'une solution imposée par les travailleurs.

Dans de telles conditions, il faut, pour mobiliser le prolétariat, pour entraîner à sa suite les masses laborieuses, ouvrir des perspectives canalisées par des mots d'ordre nets. Que font les thèses? Elles envisagent certes le socialisme, mais sans en préciser le rythme ni les modalités d'avènement. Pour le reste, elles se cantonnent dans la reconnaissance du fait accompli: le gouvernement Mollet est au pouvoir, imposons-lui quelques réformes, faisons pression sur ses membres et gardons-nous de retenir seulement la possibilité de sa chute.

Il faut abandonner toute équivoque. Les masses laborieuses veulent que « cela change ». Leur volonté se traduit par des revendications. Aux communistes de montrer que ces revendications ne peuvent être satisfaites dans leur ensemble qu'au prix d'un bouleversement de la situation, dont la manifestation serait l'avènement d'un gouvernement nouveau, un gouvernement des ouvriers et des paysans. C'est la lutte pour un tel gouvernement qui doit être au centre de toutes les luttes partielles; c'est elle qui doit décider de toutes les interventions des communistes.

VERS UN FRONT UNIQUE DE CLASSE.

Un gouvernement des travailleurs serait un gouvernement des organisations représentatives de la classe ouvrière, du Parti communiste et du Parti socialiste. C'est donc l'unité d'action entre communistes et socialistes qui est à l'ordre du jour. Les thèses le proclament hautement; mais pour elles l'unité se ramène au soutien des positions socialistes. Ainsi « l'Humanité » et la direction tout entière ont-elles applaudi aux déclarations de Pineau, approuvé les pouvoirs spéciaux et refusé de condamner nettement, lors du dernier vote, la politique colonialiste élaborée par la réaction et appliquée par Mollet.

Le Front Unique est autre chose que ces rapprochements honteux. Sa conception même est basée sur la contradiction qui existe entre la conscience de classe des militants de base socialistes et la politique de collaboration de classe de leurs dirigeants. Il consiste, certes, à proposer à la direction socialiste, telle qu'elle est, des actions communes; mais des actions qui soient de nature à impulser l'action de classe des travailleurs, qui répondent aux revendications de l'ensemble du prolétariat. Face à ces actions, les chefs sociaux-démocrates ont le choix entre le refus, qui les met en opposition ouverte avec leurs militants, ou l'acceptation d'une lutte aux côtés des communistes, d'une confrontation pratique, devant la classe ouvrière, des conceptions et des méthodes opposées.

Dans les conditions d'instabilité actuelle, il faut moins que jamais réduire le caractère de classe des mots d'ordre du Front Unique, ni limiter leur nombre. Le Front Unique est une tactique générale; il ne doit être ni envisagé qu'étayé d'un programme général d'unité d'action, dont les points essentiels seraient:

- Fin de la guerre d'Algérie, indépendance de l'Algérie et de tous les peuples coloniaux;
- Interdiction des groupes fascistes, épuration de leurs complices dans l'armée et l'administration;
- Satisfactions des revendications de la classe ouvrière et des masses laborieuses, nationalisation sans indemnités des secteurs les plus importants de l'économie, contrôle ouvrier de la production;

— Retrait des pactes militaires, détermination démocratique d'une politique extérieure pacifique.

GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S., GOUVERNEMENT DE TRANSITION.

Ce programme est réaliste parce qu'il exprime, en termes précis, ce que réclament tous les travailleurs; dans cette mesure, lutter pour un tel programme permet, quelle que soit la réponse apportée par la direction socialiste, de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière, sur la base de comités d'unité d'action. Plus « souples », les auteurs des thèses n'envisagent aucun programme de Front Unique; ils sont donc condamnés, l'expérience le prouve, à ne réaliser qu'une très hypothétique unité sans action.

L'application d'un tel programme ne peut être conçue qu'au terme d'une lutte politique contre la bourgeoisie; elle n'est possible que si les organisations qui défendent ce programme constituent le gouvernement chargé de sa réalisation. Et la revendication d'un gouvernement des travailleurs doit être concrétisée sous la forme de gouvernement du P.C.F. et du P.S. Et la lutte pour le programme d'unité d'action de la classe ouvrière, même si elle passe par des combats partiels sur tel ou tel mot d'ordre particulier, doit tendre à la réalisation d'un Pacte d'Unité d'Action pour l'instauration d'un gouvernement socialiste-communiste.

La nature même d'une telle perspective exclut l'alliance avec toute organisation qui ne représente pas la classe ouvrière. Le rapprochement avec les radicaux, dont les adhérents qu'ils recrutent dans les classes moyennes ne changent en rien la nature bourgeoise de leur politique, ne peut être obtenue qu'au prix de concessions sur le programme. En France, sous le Front Populaire, puis en 1944, avec le tripartisme, en Espagne, pendant la guerre civile, les travailleurs ont payé cher la capitulation de leurs dirigeants face aux représentants de la bourgeoisie libérale.

Si l'on exclut toute solution de Front Populaire, quelle orientation et quelles perspectives fixer pour ce gouvernement communiste-socialiste? Pour l'expliquer, il faut souligner qu'au départ un tel gouvernement se situerait encore dans le cadre de la société bourgeoise; mais, imposé par une lutte des masses, il serait obligé, pour réaliser ses objectifs, de porter à la bourgeoisie des coups de plus en plus rudes. La condition de sa survie serait l'appui de la classe ouvrière et des masses laborieuses, organisées dans des comités d'action. Dans le cours de la lutte, les revendications de départ se trouveraient dépassées par les nécessités des combats de classes. Et se trouverait, dès lors, posé le problème de l'expropriation définitive de la bourgeoisie.

Ainsi, le gouvernement P.C.F.-P.S. est le gouvernement qui assure la transition entre les luttes pour les revendications immédiates des masses et les batailles révolutionnaires pour le renversement du capitalisme, la transition entre le régime actuel et la dictature du prolétariat, voie indispensable vers le socialisme.

Les thèses pour le XIV^e Congrès n'envisagent aucune transition de cet ordre. Pour elles, le socialisme naîtra, selon toute probabilité, de la conquête de la majorité parlementaire par les partis communistes et socialistes, de la façon la plus pacifique du monde. Sur la nécessaire destruction de l'appareil d'Etat, sur les mots d'ordre de lutte, sur la liaison entre la situation actuelle et l'avenir socialiste, pas un mot. Il est malheureusement trop clair que les auteurs des thèses, pour qui la violence n'est pas un principe, se gardent d'adapter leur politique présente aux nécessités des objectifs révolutionnaires futurs; c'est au contraire l'avenir qu'ils essaient d'adapter aux canons de leurs menées opportunistes actuelles.

POUR UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LA GUERRE.

L'avènement d'un gouvernement communiste-socialiste agirait profondément sur toute la situation internationale. Celle-ci détermine l'évolution de chaque pays; mais tout changement décisif à l'échelle

d'une nation contribue à modifier le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale.

En luttant pour un gouvernement qui liquiderait le colonialisme français, se retirerait des organismes militaires de l'impérialisme et proclamerait sa solidarité avec tous les Etats ouvriers et les mouvements antiimpérialistes, le prolétariat français accentuerait encore le rapport de forces international en la défaveur de la bourgeoisie mondiale. Ce serait la meilleure contribution qu'il pourrait fournir à la lutte contre les plans de guerre de l'impérialisme.

Tels sont les points essentiels de la politique que préconisent et qu'appliquent les trotskystes. Que les dirigeants du P.C.F. mettent cette orientation en discussion et ils seront à même de voir si, plus que leur ligne opportuniste, elle correspond à la fois aux nécessités de l'heure et aux souhaits de l'avant-garde communiste.

Les trotskystes n'ont rien à craindre d'une telle confrontation. Ils feront tout pour qu'elle se réalise.

Premiers indices d'un courant gauche dans le P. C. F.

La tribune de discussion ouverte depuis quelques semaines dans l'Humanité et France Nouvelle ne donne qu'une idée très déformée de ce qui se passe dans le Parti Communiste Français.

Toutes les lettres ne sont pas publiées; la direction fait un tri: presque rien dans cette Tribune sur le XX^e Congrès et ses conséquences, sur les méthodes de la direction inspirées directement de celles de Staline; presque rien sur l'opportunisme de la politique algérienne, le vote des pouvoirs spéciaux et l'abstention lors du dernier scrutin, qui ont suscité de nombreuses discussions dans l'organisation; sur l'activité du Bureau d'Information et l'affaire yougoslave, les militants vont beaucoup plus loin que ne le laisse supposer la réponse de Victor Joannes à G. PRUDHOMME.

Malgré la volonté de l'organisation de tout faire pour que les militants ne puissent se faire une opinion de l'ampleur de la méfiance et de l'opposition qui se manifestent dans les cellules et les Conférences, la Tribune est cependant révélatrice d'un courant de gauche qui se développe dans le P.C.F.

Le plus grand nombre de lettres publiées traite des voies nouvelles du socialisme. Malgré les répétitions de Florimond Bonte, malgré le pensum infligé à Courtieux, l'avis des militants est inébranlable sur cette question: ils ne croient pas aux nouvelles voies et certains, comme Cayeux du 18^e font même la liaison entre la politique opportuniste actuelle et cette théorie des nouvelles voies que personne, ni Khrouchtchev, ni Thorez, ni Bonte, n'ont justifiées autrement que par des affirmations gratuites qui n'ont aucune prise sur l'argumentation des participants à la Tribune.

Manifestation d'un courant de gauche aussi, la lettre de Cecca de Marseille qui pense qu'il ne faut pas sous-estimer les possibilités de ripostes de l'impérialisme au développement de la révolution. Manifestation d'un courant de gauche également les lettres de Menez de Lorient et de la cellule du Cherche-Midi du 6^e arrondissement de Paris qui font les plus grandes réserves sur l'emploi des mots « Union française ».

Nous reviendrons sur la signification de cette Tribune. Disons dès maintenant que l'inquiétude suscitée dans la Direction du P.C.F. par les premières expressions du courant de gauche dans ce parti est certainement très grande. Son refus de publier toutes les lettres, les insinuations de Marcel Servin, en sont le plus sûr indice.

Les métallos sont entrés dans la lutte

Pour s'opposer à la requête d'un militant ouvrier déclassé en raison de son action, la société S.F.A.C., établie dans la banlieue de Bordeaux, a formulé devant le Prud'homme une demande reconventionnelle. Elle a bien fait. Cette société vient, en effet, à cette occasion, d'avouer les énormes profits que font les patrons sur le dos des ouvriers. L'avocat de la S.F.A.C. en voulant trop bien défendre les intérêts de cette société, a précisé par des chiffres « le grand préjudice financier que causerait à la société une normalisation du travail » : 332.000 francs pour deux mois de travail à la norme, soit 9.500 francs de l'heure pour une équipe de cinq ouvriers. Ainsi c'est un bénéfice de 1.900 francs de l'heure sur chacun des ouvriers que la S.F.A.C. s'octroie.

Le patronat ne pouvait nous donner un plus bel exemple pour illustrer le mouvement de revendication des métallurgistes bordelais. Il est seulement regrettable que cette information ne soit pas exploitée par les syndicats dans la situation présente.

A la fin des grèves des travailleurs bordelais, l'automne dernier, nous avons fait remarquer, dans ces mêmes colonnes, que les ouvriers restaient sur leurs nerfs. L'apaisement ne pouvait donc durer longtemps.

Ici les salaires sont parmi les plus bas connus sur le plan national. Le grand argument, (en fait, le même employé par l'ensemble du patronat français mais qui, dans la région, trouve une base plus concrète qu'ailleurs), est l'impossibilité de payer plus sans mettre en cause la trésorerie des entreprises. Mais s'il est vrai que la stagnation économique du Sud-Ouest n'est pas une simple invention d'esprits chagrins, il n'est pas moins vrai que le patronat fait des bénéfices énormes. Citons un seul exemple :

L'usine à papier CENPA, dans son bilan pour l'année 1955, souligne un bénéfice avoué de 150 millions 442.217 francs et la trésorerie de la société s'est gonflée de 800 millions.

Aussi cette stagnation de l'économie du Sud-Ouest a un aspect très complexe que nous avons l'intention prochainement d'analyser. Pour cette fois, disons seulement que le marasme est absolu en même temps que relatif et qu'ainsi, dans cette complexité, nous pouvons remarquer que les principales entreprises métallurgiques marchent bien. Les usines d'aviation, les chantiers navals, les fabricants de machines-outils, le papier-carton ont des commandes et un marché ouvert.

Les différences de salaires entre Bordeaux et des villes comme Toulouse et St-Nazaire atteignent jusqu'à 56 francs horaire. Tandis que pour un professionnel de 1re catégorie, le patronat bordelais estime ne pouvoir donner plus de 138 francs 40, pour un P2 : 149,60, pour un P3 : 162,83 ; à St-Nazaire, le P1 gagne 187 frs, le P2 : 203, le P3 : 219.

Les métallos de Bordeaux ne veulent plus être les parents pauvres. Leurs patrons peuvent payer et ils payeront. Et devant la mauvaise foi des patrons trop évidente, le mécontentement des travailleurs est très grand, les trois syndicats ouvriers ont fait l'unité d'action. Ce fait extrêmement important laisse augurer la victoire certaine des métallos. Depuis le mois de mai, plusieurs tracts communs (C.G.T., C.G.T.F.O., C.F.T.C.) ont été distribués à plusieurs milliers d'exemplaires. Des arrêts de travail dans les plus grosses entreprises ont alors eu lieu, notamment aux Chantiers navals de la Gironde 1.100 ouvriers, à la S.F.E.R.M.A. (aviation) 500 ouvriers, à la C.I.M.T. (Wagonnage, frigidaire, etc.) 700 ouvriers. Mais cette unité des syndicats au sommet, a permis un développement très ample de la lutte et donné la possibilité d'une grève générale à trois reprises : le 23 mai, le 6 juin et le 15 juin rassemblant à chaque fois, 8.000 ouvriers, la quasi totalité des métallos. Pour leur compte personnel, les travailleurs des chantiers navals ont occupé pendant plusieurs heures les lieux de travail et obtenu que les C.R.S. évacuent les chantiers.

Lors des deux grèves générales des 6 et 15 juin, les 8.000 métallos ont défilé dans les rues de Bordeaux dans des cortèges impressionnants se rendant à la Préfecture et aux meetings tenus à l'Athénée municipal trop exigü pour contenir tous les manifestants dont un grand nombre restait dans les couloirs et dans la rue.

Mais le patronat croit toujours être le maître de la situation. Une nouvelle fois il vient de refuser de siéger en face des délégués ouvriers à la commission mixte avant lundi 18 juin sous le prétexte des arrêts de travail. Devant cette intransigeance les délégués ouvriers

A PROPOS D'UNE INTERVENTION DE BENOIT FRACHON

BENOIT Frachon est venu présider l'assemblée des syndiqués C.G.T. Renault, le mardi 12 juin.

Sa dernière intervention devant les ouvriers de l'usine date d'octobre 1955 où, au nom du bureau confédéral unanime, il était venu faire adopter la signature de l'accord Renault. Chacun sait, tout au moins les lecteurs de notre presse et, bien sûr, les militants C.G.T. de l'usine, comment l'opération s'est effectuée à l'époque.

La confusion entretenue depuis le 30 congrès de la C.G.T. sur la vraie signification du désaccord LEBRUN et FRACHON, « Réformisme ou lutte de classes » comme paraissait le supposer la presse peu sérieuse et très bourgeoise, se dissipait.

A ce moment, LEBRUN et FRACHON étaient TOUS DEUX D'ACCORD pour la signature du « contrat Renault et ceci, dans une période où le mouvement des masses (St-Nazaire, Nantes, etc...) venait de trancher définitivement la question du rapport de forces soulevée d'une façon très académique dans la discussion du 30 congrès. Avant toute chose, que disions-nous à ce sujet lors de cette discussion? (Vérité des Travailleurs de mai et juin 1955)

« ...La divergence entre LEBRUN et FRACHON ne porte pas sur l'objectif à atteindre; le Front populaire en alliance avec des partis bourgeois (baptisés « forces progressives »). Elle porte seulement sur le fait que la C.G.T. ne doit rien demander, hormis les revendications à un tel gouvernement de Front populaire... »

Pour notre part, nous estimions que les revendications doivent être INCLUSES DANS LA PERSPECTIVE DU RENVERSEMENT DU POUVOIR BOURGEOIS, l'expérience du prolétariat lui ayant cent fois démontré que sous ce pouvoir bourgeois toute conquête lui est reprise peu après.

Encore une fois, le syndicat C.G.T. Renault ne nous démentira pas sur ce dernier point, lui qui réclame aujourd'hui le respect des clauses de l'accord du 15 septembre concernant le maintien du pouvoir d'achat considérablement amenuisé depuis cette époque (Hausse du coût de la vie : 8,50 % d'octobre 1955 à mai 1956 pour une augmentation de 3 fois 1 % des salaires chez Renault au cours de la même période).

Mais revenons à l'assemblée présidée par Benoit Frachon.

LINET, secrétaire général du syndicat, présente le rapport sur les leçons à tirer des dernières élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise. C'est le genre de rapport-fléuve dont on ne peut pas dire grand-chose. Entièrement construit sur les derniers gains de voix C.G.T., il permet, avec le recul de transformer la ligne chaotique du mouvement chez Renault en une ligne droite.

« Si les ouvriers ont voté C.G.T., c'est qu'ils ont approuvé en vase : la position de la C.G.T. ne signant pas puis signant l'accord du 15 septembre, les revendications « légitimes » comme il se doit (même s'il n'y a pas de base revendicative de salaires chez Renault), la forme de lutte (par catégorie, par atelier, par chaîne), la paix en Algérie, etc... » La conclusion coule de source. La ligne étant toujours juste et les ouvriers ayant accru leur confiance en la C.G.T., il ne reste aux militants qu'à « intensifier leurs efforts », à « décentraliser mieux et davantage », à « diffuser la V.O. » cette « arme irremplaçable », à « recruter », etc...

Evidemment, tout le monde reste muet. Il est rigoureusement impossible de toucher à l'édifice du rapport. Les ouvriers ont voté, leur vote est sans appel.

Une seule question d'un ouvrier sur les

déclinèrent leur responsabilité quant aux incidents qui pouvaient se déclarer entre temps. Il est bien évident que les métallos ne se laisseront pas prendre au piège de cette provocation des patrons qui espèrent sans doute des incidents de rues. Mais il est aussi bien évident que les patrons abdiqueront avant longtemps.

La patience ouvrière est à bout.

Une mauvaise nouvelle reste à annoncer. Le journal régional du Parti Communiste « Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest » a cessé de paraître le 15 juin en raison des charges trop lourdes qu'il subissait et qui entraînaient un déficit insupportable. C'est en effet une très mauvaise nouvelle car c'était le seul journal ouvrier qui rayonnait des Charentes

40 heures devait servir à Benoit Frachon pour démarrer son intervention. Passons sur la légèreté avec laquelle l'épisode de la signature de l'accord fut traité, sur ses regrets de ne voir personne s'exprimer. Négligeons aussi ses souvenirs sur juin 1936 et le développement de l'unité considérée au travers des longues conversations à Genève entre représentants de la F.S.M. et de la C.I.S.L. pour en venir à cette « théorie des étapes » que représente la formule : « Réduction du temps de travail » comme chez FIAT ou VOLKSWAGEN par exemple.

Nous risquons aujourd'hui en ce qui concerne la revendication des 40 heures de voir strictement la même chose que pour les salaires.

Partant de l'impossibilité de déterminer une revendication générale uniforme qui apparait, soi-disant, insuffisante aux uns et disproportionnée aux autres, on n'arrive à ne formuler que très vaguement : Augmentation générale des salaires, à charge pour les ouvriers de trouver la clé, dans leur usine, leur atelier ou la chaîne.

Et voilà la démocratie des consultations. Ainsi, les militants ouvriers n'en sont plus à attendre le dépôt par les groupes parlementaires ouvriers, d'un projet de loi sur le relèvement du S.M.I.G. Des fois que le gouvernement Guy Mollet soit contraint de poser la question de confiance ! La frontière entre une formulation vague et pas de formulation du tout devient très ténue. Lorsqu'à la Fédération des Métaux on commence à dire qu'il est difficile de parler des 40 heures à ceux qui font 50, 60, voire 80 heures comme dans certaines usines sidérurgiques, cette revendication leur apparaissant inaccessible, il faut comprendre que là encore la C.G.T. n'exprimera que des revendications compatibles, dans le cadre de chaque industrie, avec la gestion bourgeoise de l'économie. Tant il est vrai que « Voies nouvelles » ont certaines exigences.

A force de consulter les ouvriers, quand et comment allons-nous arriver à trouver la base revendicative ? C'est la question que se posent de nombreux militants.

Maintenir les 40 heures comme revendication générale, la populariser, la fixer comme un objectif à toute la classe ouvrière, c'est gros de conséquence pour les dirigeants de la classe ouvrière. Cela oblige ceux-ci à définir une politique pour tous les ouvriers à in de l'obtenir. Quelle est la position du gouvernement Guy Mollet ? Peut-être vaut-il mieux ne pas poser la question ? Guy Mollet serait peut-être obligé de dire NON — lui le « loyal gérant » du capitalisme. Le caractère « social » de ce gouvernement disparaissant, la nécessité de le renverser n'en serait que plus évidente et les ouvriers seraient amenés à imposer le leur.

Les ouvriers n'ont que faire de la possibilité ou non des capitalistes de leur donner satisfaction. Ce qui est en cause c'est le régime capitaliste lui-même.

Au delà des revendications uniformes, unitaires, indépendamment de l'inégalité de développement des différentes branches industrielles, les ouvriers découvrent la gabegie capitaliste, l'incurie des patrons.

La meilleure voie, c'est le resserrement de leurs rangs par la parité de St-Nazaire avec Paris, de Bordeaux avec Toulouse, mais aussi de Toulouse avec Paris, c'est l'UNICOMMENCER PAR LES 40 H., payées 48, L'ARRÊT DE LA SALE GUERRE D'ALGERIE, la centralisation des revendications, la coordination des combats dans la préparation de la lutte d'ensemble.

C'est la voie du gouvernement des ouvriers et des paysans.

R. DUPARC

aux Pyrénées. La population laborieuse n'aura d'autres recours pour s'informer que la lecture des journaux ultra-réactionnaires « Le Sud-Ouest » journal de la vinasse et la « Nouvelle République » financée par la banque St-Phalle et appartenant au groupe des journaux « Radar », « Noir et Blanc », etc. Pour situer un peu plus ces deux journaux disons simplement, et cela est suffisant, que les combattants Algériens sont traités par eux de « coupeurs de gorges ».

R. NUMA.

le 16 juin 1956

Samedi 23 juin, à la suite d'une entrevue entre les syndicats ouvriers et les représentants patronaux, une augmentation de 15 à 34 francs de l'heure a été obtenue pour les ouvriers payés au temps.

CONTRE LES IMPÔTS DE GUERRE

(suite de la page 1)

l'impérialisme américain ». Or, c'est précisément la partie du Vietnam où la France a prétendu rester qui est devenue zone d'influence américaine. Le Vietnam libre du Nord, lui, a trouvé l'indépendance véritable. Que M. Guy Mollet ne se soucie donc pas de l'avenir du peuple algérien libéré de l'exploitation colonialiste française !

Tout ce beau monde, de Coty à Mollet, y va de sa glorification des rappelés en Algérie. Mais les rappelés, eux, ou les jeunes menacés de rappel, et leurs familles, ont une autre opinion de la question. Pour apprécier ce que Coty appelle pudiquement de l'« humeur » contre les mesures militaires, il suffit de lire la page de lettres indignées, révoltées, publiées par *L'Express* du 15 juin dernier. Ces lettres qui honnissent la guerre d'Algérie et le gouvernement qui la mène, les manifestations contre le départ des rappelés, la constitution de « maquis » (dont on ne parle qu'à mots couverts, mais il n'y a pas de fumée sans feu), de jeunes qui se refusent à partir, tout dit le refus profond des travailleurs de France à cette guerre. « Certains jeunes gens » (disait l'article de J.-J. SERVAN SCHREIBER qui a suscité les lettres dont nous parlons plus haut) sont « conduits à transformer en acte leur révolte morale » :

QUI TRANSFORMERA EN ACTE LA REVOLTE DE TOUT LE PEUPLE TRAVAILLEUR DE FRANCE ?

Peuvent-ils les militants du Parti Socialiste qui luttent avec leurs frères de classe contre cette sale guerre, continuer longtemps à cautionner la honteuse politique de leurs représentants au Parlement et au Gouvernement ? Bientôt va se tenir le Congrès National du P. S. La voix des travailleurs de ce Parti va-t-elle enfin se faire entendre, intimer à l'équipe de la guerre en Algérie l'ordre de cesser son soutien au colonialisme français, de revenir à une poli-

tique conforme aux intérêts des travailleurs ou de se démettre ? Sinon, à quoi servira ce Congrès si après, ministres et députés socialistes continuent à bafouer la volonté des militants de base et de toute la classe ouvrière !

La direction du P.C.F. malgré l'hostilité de la grosse majorité des militants de ce Parti au soutien de la politique de guerre du gouvernement n'a pas trouvé de position plus courageuse que l'abstention lors du dernier vote. Elle ne cesse de se lamenter sur le fait que le gouvernement ne répond pas au vœu formulé le 2 janvier par 9 millions d'électeurs. Et elle, a-t-elle répondu à ce vœu en votant les pleins pouvoirs puis en s'abstenant au lieu de refuser son soutien à la politique de guerre du gouvernement ? A-t-elle répondu à ce vœu en n'organisant pas à tous les échelons et en s'appuyant sur les actions des masses une vigoureuse campagne pour la réalisation du Front unique avec le P.S. contre la guerre d'Algérie ?

Seule une telle politique, en donnant une perspective aux millions de travailleurs qui sont prêts à se battre tous ensemble pour imposer l'arrêt de la sale guerre, en fusionnant en un seul et gigantesque effort toutes les manifestations d'hostilité et de refus à cette guerre, la stopperait définitivement, obligerait le gouvernement à se démettre, imposerait un gouvernement au service des travailleurs.

Seule une telle politique en venant en aide au courant qui dans le parti socialiste est hostile à la politique de la direction, permettrait d'exercer sur celle-ci une pression si énorme qu'elle devrait céder ou être bousculée.

C'est cette politique que les millions de travailleurs qui ont voté pour le P.C.F. et parmi eux en tout premier lieu les propres militants de ce Parti doivent imposer à leurs direction AVANT MEME LA TENUE

DU 14^e CONGRES. Déjà trop de morts sont tombés. L'exécution des deux condamnés à mort d'Alger est un crime qui en annonce des milliers d'autres, s'ajoutant à tous les assassinats déjà commis par l'impérialisme en Algérie La menace qui est suspendue sur la tête de centaines de milliers de jeunes ne permet plus d'attendre.

Les jeunes, les rappelés, qui tirent les sonnettes d'alarme dans les trains pour les empêcher d'avancer, c'est au siège même des grandes organisations auxquelles eux et leurs proches apportent leurs suffrages, qu'ils doivent tirer la sonnette d'alarme. La preuve est faite de la volonté de lutte des travailleurs, des jeunes contres la guerre d'Algérie. Seules les grandes organisations freinent cette lutte et la dévoient par leur passivité ou leur soutien à la politique du gouvernement. Les militants de base du P.S. et du P.C.F. doivent imposer à leurs partis la volonté de la classe ouvrière, l'organisation de la GREVE GENERALE CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE.

A la place des « rassemblements » qui ne donnent que l'illusion de l'action, ils doivent exiger la convocation d'un CONGRES DES COMITES CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE démocratiquement élu.

Alors les trains de rappelés ne partiront plus ! Alors la sale guerre sera stoppée !

Le P.C.F. et le P.S. doivent refuser au gouvernement les impôts nouveaux qu'il propose. Ils doivent voter CONTRE (pas d'abstention dans un vote pour la vie ou la mort des travailleurs d'Algérie et de France !).

PAS UN HOMME, PAS UN SOU

POUR LA SALE GUERRE !

DEMISSION DU GOUVERNEMENT DE GUERRE.

GOUVERNEMENT P.C.F. - P.S.

LE DISCOURS DE KHROUCHTCHEV

(suite de la page 5)

tique depuis 30 ans, par suite de conditions internationales et nationales que les trotskystes ont seuls expliquées.

Essayant de se débarrasser de Staline pour mieux défendre la bureaucratie, Khrouchtchev est obligé de remplacer les mensonges de Staline par d'autres mensonges, même s'il renonce aux accusations infâmes. Il n'accuse plus les oppositions communistes d'être des agents de l'impérialisme, mais d'avoir défendu une ligne qui aurait abouti au rétablissement du capitalisme :

« Cela a été une lutte opiniâtre et difficile, mais nécessaire, car la ligne politique, aussi bien du bloc trotskyste-zinoviéviste que des boukhariniens, conduisait en fait à la restauration du capitalisme et à la capitulation devant la bourgeoisie mondiale. Considérons un instant ce qui serait arrivé si, en 1928-1929, la ligne politique de la déviation droitiste ou l'orientation vers le « socialisme à pas de tortue » ou vers le koulak, etc., avait prévalu parmi nous. Nous ne posséderions pas maintenant une puissante industrie lourde... »

Dans ces rapports, il travestit la réalité.

C'est Trotsky qui, dès 1923, mit en avant la nécessité d'un plan d'industrialisation. C'est l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev qui, de 1926 à 1928, lutta contre la direction Staline-Boukharine qui misait sur le koulak. Les documents abondent à ce sujet : « Cours Nouveau » de Trotsky (1923), « Vers le capitalisme ou vers le socialisme », de Trotsky (1925), la Plate-forme de l'Opposition de gauche (1927) (1). Ce n'est qu'en 1928 que Staline, devant le danger koulak, rompit avec Boukharine. Ce n'est que sous la pression de l'Opposition que le premier projet de plan quinquennal qui prévoyait un accrois-

sement annuel de 4 à 9 % fut remplacé en 1927 par un projet avec un rythme de l'ordre de 15 %.

Khrouchtchev connaît fort bien cette histoire. Mais s'il disait la vérité, il lui faudrait expliquer ainsi pourquoi Staline, en reprenant apparemment une partie de la plate-forme de l'Opposition, a redoublé la répression contre celle-ci. Il ne peut dire la vérité sur cette période, pas plus qu'il ne peut donner une explication sérieuse de l'attitude que lui et les autres collaborateurs de Staline ont eue, pourquoi ils ont marché avec Staline et ne l'ont pas combattu.

On remarquera enfin que Khrouchtchev condamne la conduite et la politique de Staline comme dirigeant de l'U.R.S.S. et du P.C. de l'U.R.S.S., mais qu'il n'aborde jamais ce que Staline a fait comme dirigeant effectif de l'Internationale communiste, comme dirigeant effectif (aussi despotique, aussi ignorant, aussi empirique), d'une fraction du mouvement ouvrier international. Les responsabilités de Staline dans la défaite du prolétariat allemand en 1933 notamment sont complètement omises. Rien de surprenant : la bureaucratie cherche à améliorer ses positions dans la société soviétique par rapport aux exigences des masses soviétiques, mais elle n'a pas d'autre ligne de conduite que celle de Staline vis-à-vis du prolétariat mondial. Pour elle, comme du temps de Staline, les masses influencées par les P.C. sont des masses de manœuvre pour sa politique de maintien du statu quo et non des formations d'avant-garde pour la révolution mondiale et le socialisme.

Khrouchtchev termine son rapport en disant aux délégués :

« Nous ne pouvons laisser cette affaire sortir du

parti, et surtout pas dans la presse. C'est pour cette raison que nous l'examinons ici à une séance à huis clos du Congrès. Nous ne devons connaître les limites ; nous ne devons pas donner des munitions à l'ennemi ; nous ne devons pas laver notre linge sale devant leurs yeux... »

Autrement dit, lavons notre linge sale dans la famille des bureaucrates. Sur cet aspect des choses, les Thorez auraient bien voulu qu'il en fût ainsi. Mais cela n'est plus possible. Le mouvement ouvrier, le mouvement communiste en particulier, est entré dans une période où il fera un grand lessivage des dirigeants bureaucratiques. Et il le fera à fond.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline lisez :

LEON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie, édition abrégée	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.)	1.800 fr.
La Révolution trahie	600 fr.
Staline	750 fr.

L'AFFAIRE MARTY
d'André MARTY

Envoyez vos commandes au S. E. L.
« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »
64, rue de Richelieu, Paris 2^e
C.C.P. 6965-68 PARIS

La préface des camarades d'« Action Communiste » à l'édition italienne de l'ouvrage d'André Marty : 50 francs.